

RELATIONS PRESSE

01 55 82 82 73 / presse@cgt.fr / www.cgt.fr



COMMUNIQUÉ de PRESSE

La réponse doit être sociale !

Les manifestations de ce week-end mettent en avant le lien étroit entre les sujets environnementaux et sociaux.

Nous le signions la semaine dernière, c'est bien le développement impulsé par le capitalisme qui exploite les ressources naturelles et les humains, l'homme et la planète.

Les réponses à la crise sociale, environnementale, démocratique inédite que traverse notre pays n'ont que trop tardé.

Sous prétexte de donner la parole aux citoyens, le gouvernement n'affiche aucun signe de changement de politique. Pire, son attitude attise la colère et conduit à des situations de tension extrêmes.

Pourtant, la réponse ne peut pas être dans la répression ou la limitation des libertés.

Le Premier Ministre vient de faire des annonces à l'inverse de ce qu'il faudrait faire et qui conduisent toutes à réduire les libertés, alors que des instances européennes et internationales ont de manière unanime dénoncé les atteintes excessives à la liberté de manifester, l'escalade des violences policières et l'usage des LBD :

- interdiction de manifester à Bordeaux, Toulouse, Paris dans des lieux emblématiques ;
- aggravation de la répression, en cas de participation à une manifestation non déclarée ;
- une plus grande autonomie des forces sur le terrain pour disperser les manifestants avec notamment l'usage de « drones » et « de produits marquants » ;
- encouragement à utiliser les armes LBD.

Aujourd'hui, gouvernement et patronat doivent entendre la colère qui s'exprime, sur les ronds-points, dans les entreprises, dans les manifestations, avec des exigences de pouvoir vivre dignement de son travail, de sa retraite.

Ce sont des mesures immédiates pour augmenter le Smic, les points d'indice des fonctionnaires, les pensions qu'il faut prendre en urgence. La justice sociale passe, aussi, par le renforcement des services publics, à la base de l'égalité de traitement des citoyens de ce pays.

La démocratie doit être revivifiée et, en particulier, dans l'entreprise où l'expression de celles et ceux qui font le travail est de plus en plus difficile alors qu'elle est de plus en plus nécessaire dans ce monde en transformation où la richesse se trouve dans l'humain.

Le 19 mars, nous devons être nombreuses et nombreux dans la journée de mobilisation interprofessionnelle, pour exprimer nos revendications et défendre nos

libertés.

Montreuil, le 18 mars 2019